

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. (Bertolt Brecht)

le Journal des Retraité.e.s de Chaumont

<https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

**ON PEUT NE PAS ÊTRE
100% D'ACCORD
AVEC LA CGT**

**MAIS ELLE SERA
TOUJOURS 100% À
VOS CÔTÉS**

**2024
UNE BONNE
ANNÉE POUR
ADHÉRER**

la cgt
RETRAITÉ.E.S
CHAUMONT

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - **N° 372** - Samedi 13 janvier 2024

2024 : PAIX, LIBERTÉS ET PROGRÈS SOCIAL !

GAZA, LA HAUTE-MARNE ET DE GAULLE...

2024. Pas de trêve ni pour les confiseurs ni pour les réactionnaires-tortionnaires qui prospèrent un peu partout. La guerre continue à faire rage en Ukraine et en Palestine. Il semble admis, trois mois après le 7 octobre, que le but recherché par Israël ne soit plus la destruction du Hamas, mais la poursuite de la colonisation commencée il y a 75 ans. «*Une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsion et il s'y manifeste contre lui (Israël) une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme* ». [Ces paroles sont du général De Gaulle.](#)

Gaza est devenu un champ de ruines et un immense charnier. À Noël on dénombrait près de 8 000 enfants morts. Tués, assassinés. Le mot de génocide, que l'on osait à peine murmurer il y a peu de temps, semble bien être de plus en plus admis pour décrire la situation dans la bande de Gaza.

2024, retour en Haute-Marne. Chaque début d'année, la démographie nous renvoie l'image d'un département atone, ankylosé dans un conservatisme économique, social et environnemental.

Certains politiques peuvent bien s'auto-féliciter que ce soit *mieux que pire*, pour reprendre le titre de l'Affranchi ou mettre en doute les chiffres de l'Insee, il reste que les prévisions semblent s'avérer exactes sur le long terme. Un long terme qui fait frémir puisqu'à l'horizon 2070, il resterait 125 000 Haut-Marnais. Moins 50 000 âmes !

Fatalité ? Une chose est certaine, on ne peut manquer de faire le lien entre cette catastrophe démographique et les politiques suivies depuis des décennies et appliquées avec zèle et promptitude en Haute-Marne. Une situation où se conjuguent austérité, délocalisations, bas salaires, sous-qualifications, chômage, suppression massives d'emplois dans le privé comme dans le public, déserts médicaux...

Et ne faudrait-il pas évoquer l'aménagement des territoires, notamment (entre autres) ces usines à gaz que sont les agglomérations avec les conséquences que l'on sait sur la démocratie et les services publics...

Enfin, si l'on pense redonner vie à notre département en virant les immigrés et en s'en prenant aux plus pauvres d'entre nous ou en faisant les yeux doux au RN de manière directe ou indirecte, alors on a du souci à se faire pour notre avenir. À moins... À moins de le prendre nous-mêmes en main. C'est notre vœu pour 2024...

Le syndicat CGT des retraités de Chaumont

PAGE 2

**CHAUMONT, UNE POLICE MUNICIPALE
POURQUOI ?**

**LOI IMMIGRATION : APPEL À LA
DÉSŒBÉISSANCE CIVILE**

PAGE 3

BÊTE EN COUR, LE BILLET À BB

**FRANCE, 300 000 PERSONNES SANS
LOGEMENT !**

PAGE 4

HAUTE-MARNE DÉMOGRAPHIE EN BERNE

**LE 21 JANVIER, MARCHONS POUR LA
LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ, LA FRATERNITÉ**

**UNE BOUGIE POUR LA PAIX
NOUVEAU RASSEMBLEMENT
SAMEDI 13 JANVIER - 17 H**



Samedi 6 janvier, pour le premier rassemblement de l'année 2024, à l'appel de la Ligue des droits de l'Homme, une cinquantaine de personnes ont bravé la pluie d'hiver pour venir déposer "Une bougie pour la paix" devant la préfecture. Aux côtés des militants de la LDH, on notait la présence de représentants d'Amnesty, de la FSU, de la CGT retraités, de LFI et de l'association Palestine libre Haute-Marne... Nouveau rendez-vous samedi 13 janvier...

> Chaumont

DES FORCES DE POLICE CONTRE UN SENTIMENT !..

La ville décide de se payer une police municipale. Ça va lui coûter, dans un premier temps 240 000 euros par an, pour un effectif de 6 agents. Mais, une montée en puissance étant à terme fort probable, les coûts devraient très vite progresser.

Voilà un terrain sur lequel on n'attendait pas Christine Guillemy.

Un peu bousculée au conseil municipal par son opposition, et probablement mal à l'aise, la maire a expliqué qu'elle voulait répondre ainsi à un sentiment d'insécurité (lequel favoriserait l'extrême droite) et elle s'est écriée : «Arrêtez de faire de l'angélisme, c'est une fille de déportée qui vous le dit !», (L'affranchi du vendredi 5 janvier).

Ceci n'a rien d'un argument sérieux. On voit bien en ce moment des descendants de victimes de la Shoah tenir des propos que ne renierait pas la «bête immonde» ou encore agir en criminels de guerre.

Entendons-nous bien. Christine Guillemy ne peut en aucun cas être soupçonnée de racisme et elle a toujours farouchement combattu les idées d'extrême droite. Mais il nous semble qu'ici elle se met furieusement le doigt dans l'œil.

Elle est la première à vanter le calme de sa ville ; laquelle fait d'ailleurs partie des rares qui n'ont pas connu les émeutes du printemps dernier. Et on ne retiendra surtout pas les chiffres de son adjoint à la sécurité, Thierry Alonso, qui note une augmentation des délits par rapport à 2020. Evidemment, c'était l'année du confinement !

Mais admettons que, malgré tout, les Chaumontais se mettent à développer un sentiment d'insécurité. Peut-on croire que la multiplication de l'activité policière dans les rues sera forcément de nature à apaiser leur angoisse ? Ne seront-ils pas plutôt fondés à penser qu'il se déroule de plus en plus d'événements fâcheux dans leur bonne ville ?

Sans oublier qu'il faudra bien prendre l'argent quelque part. Sur le budget des associations par exemple ? Sur des services à la population, certainement ! Avec pour conséquence de dégrader encore la qualité de vie de certains habitants.

Ceux qui croient lutter contre le Rassemblement national en lui donnant raison prennent les électeurs pour des imbéciles. La lutte contre l'extrême droite n'est jamais gagnée par ceux qui courent derrière.

C'est par la prise en compte des vrais problèmes (pas de vagues sentiments), l'information honnête et la défense de valeurs humanistes fortes, qu'on peut lutter contre des chimères trop souvent inspirées par la haine de l'autre. Et c'est aussi une des raisons d'être du syndicat des retraités CGT de Chaumont.

Lionel Thomassin

PRENEZ CONTACT ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT

> loi immigration : APPEL À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

Le vote de la loi contre l'immigration, adopté à la majorité par le Sénat et l'Assemblée nationale par un bloc macro-lepéniste, remet en cause le principe du droit du sol instauré par la Révolution française, gravé dans le marbre de la République : instauration de quotas migratoires, conditionnement d'aides sociales à cinq ans de séjour régulier, durcissement des conditions d'accès à la nationalité, mise en place d'une caution pour les étudiants étrangers...

L'IMMIGRÉ, ÉTERNEL BOUC ÉMISSAIRE

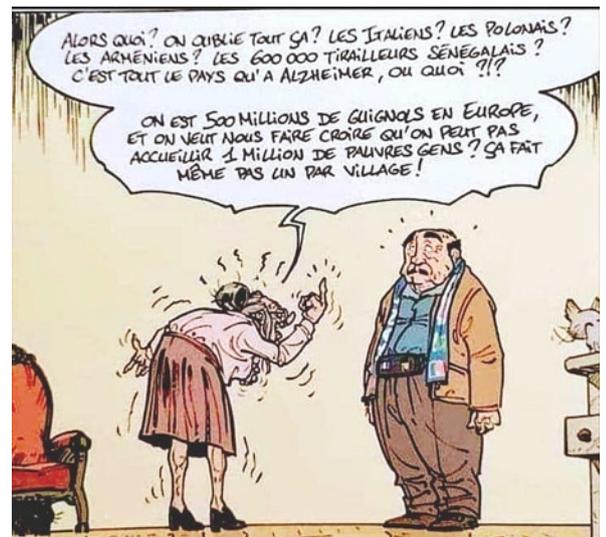
Alors que l'inflation étrangle des millions de familles, que les inégalités explosent dans une France championne de l'évasion fiscale et des dividendes records, l'ennemi est l'immigré. Un bouc émissaire, rendu responsable de tous les maux de notre société. On l'accuse de venir en France pour profiter des acquis sociaux, alors que le non-recours aux droits touche particulièrement cette population. On le suspecte de venir dénaturer la nation française avec son histoire, sa culture. On le dépeint en menace pour notre sécurité alors qu'il a bien souvent fui les guerres et les extrémismes.

L'immigré plutôt que le financier qui pille notre pays, l'immigré, plutôt que le fraudeur du fisc qui vole chaque année 80 à 100 milliards au pays. L'immigré, plutôt que les corrompus qui ont bradé l'industrie du pays à l'étranger, l'immigré, plutôt que tous les "mis en examen" du gouvernement.

La CGT, par la voix de sa secrétaire générale, appelle " à la désobéissance civile et à la résistance contre cette loi qui remet en cause tous nos principes républicains et déroule le tapis rouge à l'extrême droite ".

En discussion avec d'autres organisations syndicales, des associations et des personnalités, la CGT souhaite organiser dans les prochaines semaines « des initiatives d'ampleur pour permettre à celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette France lepénisée, de montrer leur détermination à faire respecter les valeurs de solidarité ».

Marie-Rose Patelli



LE BILLET À BB

Bête en cour

“ Ils envoient leur conscience au bordel (là) et tiennent leur contenance en règle ” (Montaigne)

Profitant de la trêve des confiseurs d'histoires familiales j'aurais pu parler de mon beau sapin ou du père Noël fourvoyé dans ses petits souliers, empêtré dans les rênes de son attelage hybride.

J'aurais pu vous formuler mes bons vœux ou ces gentils souhaits qui comme chaque année ne se concrétisent jamais. Sans la moindre illusion et l'amertume au bord des lèvres j'aurais pu m'indigner une fois de plus des carnages continuels perpétrés par des scélérats en quête d'une épuration ethnique ou des agissements du gang gouvernemental qui promulgue à loisir 49 et 3 lois iniques pour massacrer notre démocratie.

J'aurais pu palabrer sur les rats, les blattes ou les cafards des caves et des greniers du Cavalier ou de la Rochotte. En attendant de tirer les rois j'aurais pu te narrer les derniers potins touchant à la reine François.

C'est que j'ai une pensée émue pour l'héritière du groupe l'Oréal, la **Bettencourt** dont la fortune a enfin atteint les 90 milliards d'euros et qui doit se morfondre étant la seule femme dans cette coterie du Top 12 des plus riches machos mondiaux. Alors que ses actions ont augmenté de 35 % en 2023, j'espère qu'elle n'y subira ni attouchements ni harcèlement sexuel comme ses consœurs au quotidien, quand son pote Macron déclame toute mansuétude pour certains violeurs.

Oui mon cher Ami, j'aurais peut-être dû me préoccuper de cette sinistre actualité désespérante, ce que d'ailleurs font si bien mes confrères de notre beau Journal. Mais promptement je m'interroge quand le **bordel est là**. Car Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, est la seule engeance politique à être dans le Top 50 des "personnalités" préférées des Français ! Le baromètre de l'Ifop reflèterait les choix et aspirations de la société tout entière parmi les personnes les mieux identifiées dans leur domaine (politique, sport, arts, sciences...). Mille de nos con-citoyens représentatifs de la population auraient plébiscité pour 2023 les artistes et les sportifs, ceux qui les divertissent et leur permettent d'échapper à une actualité particulièrement conflictuelle (réforme des retraites, loi immigration) ou anxiogène (guerre en Ukraine, conflit Israël-Hamas, menace terroriste).

Vains dieux ! je ne suis donc pas représentatif de notre paisible population car rien à foutre des footeux surpayés comme des barytons du show-biz...

Camarade, à l'aide ! c'est grave ...

Bernard Blum - 9 janvier 2024

> logement

LA FRANCE DE MACRON 300 000 PERSONNES SANS LOGEMENT !

Selon le recensement réalisé par le ministère des Solidarités, la France compte 200 000 personnes qui, faute de domicile, sont accueillies dans des centres d'hébergement.

Parmi elles, 92 000 sont des réfugiés en attente d'examen de leur demande d'asile, 100 000 sont hébergées en urgence ou de manière prolongée dans des centres d'accueil ou des appartements destinés aux sans-abri. Il faut y ajouter les personnes logées à l'hôtel, soit 72 000, mais aussi les sans-abri, les «sans domicile fixe» qui dorment à la rue, dans des caves, des halls d'immeubles, sous une tente, dans une cabane ou encore dans leur voiture, dont on ne connaît pas le nombre.

Lors d'une enquête menée le 21 août 2023, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et l'Unicef ont identifié plus de 6 000 personnes sans hébergement : elles avaient appelé le 115 mais n'ont pas obtenu de solution d'urgence, faute de place. Ce chiffre est sous-estimé car tous les SDF n'appellent pas le 115 et certains n'arrivent pas à joindre ce service.

Au total, on peut estimer à au moins 300 000 le nombre de personnes dépourvues de logement en France.

Ces décomptes ne sont pas exhaustifs. On pourrait y ajouter des personnes hébergées chez des particuliers, parfois de manière très inconfortable et temporaire, et aussi une partie de la population qui vit dans des habitations mobiles très précaires.

C'est un ordre de grandeur qui sous-estime probablement le niveau du non-logement, mais qui suffit à montrer l'ampleur du phénomène dans notre pays et la nécessité de développer l'offre de logement social.

Marie-Rose Patelli

> livret A

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Lors de l'adoption en force de la loi de finances 2024 par un nouveau recours au 49-3, un amendement avait été déposé (et accepté) qui permettait au gouvernement de puiser dans les ressources du livret A et du livret d'épargne populaire pour “financer l'industrie de la défense”. Cela constitue une manne pour cette industrie, puisque l'encours du seul

Livret A dépasse les 400 milliards d'euros. Les “Sages” ont fait preuve de sagesse (ce qui n'est pas toujours le cas) en rejetant cette disposition.

Néanmoins, il faut rester vigilant car rien ne dit que cette disposition ne pourrait être réintroduite par le gouvernement via une autre loi.

La CGT demande que l'État prenne des dispositions pour permettre de dégager des moyens supplémentaires pour le logement social et le financement de la transition écologique.

ÉTRENNES POUR UN MINISTRE DE LA SANTÉ

Un lot de quinze bouteilles de champagne et quatre magnums Taittinger (604,29€), une montre homme Omega (1 435,70€), une montre Apple Watch (674,40€), deux iPhone 6S (2 026€) un téléviseur Samsung incurvé (887,04 €), une montre The Longines (1 093,86€), une ménagère 24 pièces (827,48 €), un iPhone 7 (1 056,44€), une cocotte Le Creuset (180€), une autre montre – Tag Heuer Formula 1 (922,88€), encore vingt-et-une bouteilles et six magnums de champagne Taittinger (834,60 euros) et trois coffrets Relais & Châteaux pour des week-ends (2 186,34€).

Il ne s'agit pas de la liste au père Noël mais des cadeaux pour un montant total de 20 343,70€ ([dixit Mediapart](#)) qui auraient été offerts (enquête en cours) par la multinationale pharmaceutique Urgo à Agnès Firmin Le Bodo, nommée ministre de la Santé après la démission d'Aurélien Rousseau ; cela, suite à la tambouille présidentielle pour faire passer la loi immigration, après des tractations de couloir, après l'explosion de l'arc républicain et de la République exemplaire à coups de 49-3.

PASSATION DE POUVOIR À MATIGNON



> démographie

MOINS PIRE QUE LE PIRE ATTENDU

Comme chaque année à fin décembre, l'Insee a communiqué les chiffres officiels de la population par collectivités. Particularité de ces chiffres : ils concernent l'année 2020 avec un fort impact du covid. Au niveau national cependant, peu de changement. La progression de 0,30 % est la même qu'en 2019. Dans la région Grand Est, c'est la stabilité. Les gains du Bas-Rhin compensent l'inertie ou les pertes des autres départements. Parmi ceux-ci, depuis bien longtemps, la Haute-Marne et la Meuse accusent les plus fortes baisses. Bure et la poubelle nucléaire n'y sont sans doute pas étrangers.

La Haute-Marne perd 756 personnes. C'est, à quelques unités près, le chiffre de 2019. Une perte de 0,44 % qui, certes, comme le souligne l'Insee, marque un ralentissement de la chute. De là à parler de fin du déclin ou d'inversion de la courbe démographique, il ne faut pas franchir le pas. D'autant que, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, **un résultat moins pire** n'empêche que, sur la période de référence 2014-2020, la perte totale est de 8 900 habitants et de 0,8 %/l'an en moyenne. Ce qui reste beaucoup trop ! Le recul, en proportion, est de la même ampleur pour les trois chefs-lieux que pour les autres communes.

L'effet collatéral de l'épidémie virale (désertion des villes pour la campagne), annoncé à grands renforts de trompettes en mars 2020, n'a pas été au rendez-vous. Foin de l'exode urbain : l'Insee souligne que sur la période la croissance démographique est deux fois plus élevée dans l'espace urbain que dans le rural.

La focale sur Chaumont présente peu de différences. La ville compte 21 699 habitant-e-s et 71 de moins qu'en 2019 qui affichait quasi la même perte. Cette baisse de 0,33 % permet de retrouver un taux moyen un peu meilleur. Ce n'est ni plus ni nul mais l'incidence joue sensiblement sur la moyenne depuis 2014. Cependant, le verdict « ni exode, ni baby-boom » qui nous est proposé ne colle guère à la réalité. Parce que la période covid 2020 a été, et pas seulement pour notre territoire, fort peu propice à une migration (même interdite pour partie !) donc exit l'exode. Quant à la 'bonne natalité', l'expression camoufle en fait la perte en 11 ans de 1 641 Chaumontais-e-s (7%) dont 1 490 de moins de 40 ans. Et ce n'est pas le « vrai-faux » classement en n° 1 des villes de plus de 20 000 habitants les plus attractives* qui y remédiera !

G. Tardenois

* <https://haute-marne.fr/chaumont-classee-n1-des-villes-ou-il-fait-bon-vivre>

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Xavier, Marine, Élise, Liliane, Anne et Frank, Josette, Mohamed, Patrice, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Claude et Gillette, Richard, Mustafa, Jean-Louis, Francis, Michel, Christine, Lakdar, Alain et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

CONTRE LA LOI IMMIGRATION

DIMANCHE 21 JANVIER DANS TOUTE LA FRANCE, MARCHONS POUR LA LA LIBERTÉ L'ÉGALITÉ LA FRATERNITÉ

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « *asile-immigration* ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « *préférence nationale* ». Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français autant qu'étrangers, nous nous trouvons menacés. Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles.* »

Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

Le dimanche 21 janvier nous appelons à manifester dans notre diversité notre attachement à la devise de la République : « *Liberté, égalité, fraternité.* »

L'appel des 201 contre la loi immigration
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de>

LE DESSIN DE LA SEMAINE

MACRON PREND LA DÉFENSE DE DEPARDIEU ET ÇA NE PASSE PAS...

